

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Élaboration et mise en place d'un nouveau dispositif
itinérant en métropole de promotion des formations et
établissements de l'enseignement agricole**

Numéro de consultation : DGER-2024-003

1.	ACHETEUR.....	4
2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
3.	ALLOTISSEMENT	4
4.	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
5.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
6.	LIEUX D'EXECUTION	5
7.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
8.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	5
9.	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
10.	PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE	6
11.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
11.1	Représentation des parties.....	6
11.2	Conditions d'exécution	7
11.3	Délais d'exécution.....	7
11.4	Émission et exécution des bons de commande.....	8
11.5	Obligations du titulaire	8
11.6	Clauses de réexamen.....	10
11.7	Clause sociale –formation sous statut scolaire au bénéfice d'élèves à besoins spécifiques.....	10
11.8	Clause environnementale.....	10
11.9	Pilotage des prestations.....	10
11.10	Constatation de l'exécution des prestations et admission	10
11.11	Garantie	11
12.	Pénalités	11
12.1	Pénalités de retard	11
12.2	Pénalités pour absence du titulaire à une réunion	11
12.3	Pénalités relatives aux droits de propriété intellectuelle	11
12.4	Pénalités liées à la clause de formation sous statut scolaire	12
12.5	Pénalités liées à la clause environnementale.....	12
12.6	Plafonnement et seuil d'exonération des pénalités	12
13.	REGIME FINANCIER	12
13.1	Forme et contenu des prix	12
13.2	Révision des prix.....	13
13.3	Avances.....	14
13.4	Modalités financières	14
13.5	Modalités de paiement	15
13.6	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	17
14.	DISPOSITIONS DIVERSES.....	17

14.1	Forme des notifications et des informations	17
14.2	Langue.....	18
14.3	Sous-traitance	18
14.4	Assurances.....	19
14.5	Autres obligations administratives	19
14.6	Résiliation	20
14.7	Exécution aux frais et risques du titulaire	20
15.	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	20
15.1	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.....	20
15.2	Suspension à l'initiative de l'acheteur	21
15.3	Prolongation du délai d'exécution des prestations.....	21
15.4	Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée	22
15.5	Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande	22
15.6	Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat	22
15.7	Demandes indemnitaires.....	22
15.8	Modalités de communications en cas de crise sanitaire.....	22
15.9	Différends.....	23
15.10	Litiges et contentieux.....	23
16.	DEROGATIONS AU CCAG	23

1. ACHETEUR

Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt
Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche
1 ter Av. de Lowendal
75007 Paris

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Cet accord-cadre porte sur la conception, la réalisation, et le déploiement d'un nouveau dispositif itinérant.

Ce dispositif vise à promouvoir les formations, les métiers, et les établissements de l'enseignement agricole auprès de plusieurs cibles clés : les jeunes en phase d'orientation, les prescripteurs (parents, enseignants, conseillers d'orientation), ainsi que le grand public, qui joue un rôle important dans la perception de l'enseignement agricole.

L'objectif de l'accord-cadre est de concevoir un dispositif mobile innovant et attractif, capable de parcourir la France métropolitaine et de s'adapter aux différents contextes locaux pour maximiser l'impact de la campagne. Pour aller à la rencontre de tous les publics, il doit pouvoir être modulable/adaptable pour pouvoir être installé dans des salons d'importance nationale comme dans des cours de collège en milieu urbain dense. Le dispositif devra être à la fois une vitrine des opportunités offertes par l'enseignement agricole et un outil d'interaction avec les cibles identifiées. Il devra intégrer des technologies modernes et des approches interactives pour capter l'attention et susciter l'intérêt des publics visés, tout en répondant aux impératifs de durabilité environnementale.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) détaille les prestations attendues par le Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt.

3. ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti. La dévolution en lot séparés est de nature :

- à rendre techniquement difficile l'exécution de la prestation ;
- à rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

4. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord cadre s'exécute en partie à prix forfaitaires, et en partie à prix unitaires au fur et à mesure de l'émission de bons de commande en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il est conclu avec un montant minimum correspondant au montant de la partie forfaitaire et avec un montant maximum de 8 000 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre, reconductions incluses et toutes prestations à prix forfaitaires et à prix unitaires comprises.

L'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée de vingt-quatre (24) mois hors reconduction éventuelle.

La partie forfaitaire, exécutable dès la notification de l'accord-cadre, porte sur la conception, l'organisation et la réalisation du dispositif mobile itinérant global de promotion des formations et établissements de l'enseignement agricole.

L'accord-cadre est reconductible tacitement quatre fois pour une durée de douze (12) mois. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder soixante-douze (72) mois.

La durée totale du présent accord-cadre dépasse celle fixée à l'article L.2125-1-1° du Code de la commande publique, et constitue un des cas exceptionnels prévus de par son objet afin de garantir la continuité de la campagne de communication et de promotion de l'enseignement agricole sur le long terme, et par le fait que l'exécution des prestations nécessite des investissements amortissables sur une durée supérieure pour la partie forfaitaire.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter dans la limite de trois (3) mois après la date de fin de l'accord-cadre.

La non-reconduction de l'accord-cadre ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

6. LIEUX D'EXECUTION

Les prestations auront lieu en France métropolitaine.

7. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont par ordre décroissant :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes financières (décomposition du prix global et forfaitaire [DPGF] et bordereau des prix unitaires [BPU]), dont seuls les exemplaires conservés par l'acheteur font foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cadre de réponse technique (CRT) du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (désigné dans le présent document « CCAG-PI »), supposé connu par les opérateurs économiques, ne sera pas annexé au dossier de consultation des opérateurs économiques.

Il est consultable sur le site Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

8. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions du Chapitre 6 (articles 32 à 35) du CCAG-PI s'appliquent au présent accord-cadre concernant le régime des connaissances antérieures et des résultats, notamment s'agissant de la cession à l'acheteur des

droits de propriété intellectuelle attachés aux résultats livrés par le titulaire dans le cadre de l'exécution et pour les finalités du présent accord-cadre. Conformément à ces dispositions, il est rappelé que ces droits sont cédés à titre exclusif à l'acheteur, dans la mesure où les résultats ont pour objet de promouvoir les missions de service public de l'acheteur (article 35.2.1.2° du CCAG-PI). La présente cession couvre les résultats pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les prix des cessions et licences consenties par le titulaire à l'acheteur en application des articles 32 à 35 du CCAG-PI sont compris dans les montants forfaitaires et unitaires du présent accord-cadre.

Le titulaire garantit que les résultats ne constituent pas une contrefaçon, et que la présente cession ne porte pas atteinte aux droits de tiers, quels qu'ils soient. Le titulaire garantit d'une manière générale à l'acheteur que rien ne peut faire obstacle à la libre exploitation des résultats par l'administration.

En conséquence, le titulaire garantit l'acheteur contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle ou un acte de concurrence déloyale ou de parasitisme auquel la présente cession porterait atteinte. Le titulaire garantit par ailleurs à l'acheteur qu'il n'a pas procédé et ne procédera à aucun dépôt sur les résultats.

Les résultats obtenus lors de l'exécution du présent accord-cadre doivent répondre aux objectifs de l'acheteur tels que décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Les connaissances antérieures mises à disposition par l'acheteur à ce titre ou ultérieurement ne pourront être utilisées par le titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

9. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

10. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

L'accord-cadre ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle.

11. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 *Représentation des parties*

11.1.1 *Représentation de l'acheteur*

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

11.1.2 *Représentation du titulaire*

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet ou ces interlocuteur(s) sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

11.2 Conditions d'exécution

11.2.1 Exigences relatives aux prestations

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le co-traitant. Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

11.2.2 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre.

Aucune personne non autorisée ne peut intervenir dans l'exécution des prestations. Tout nouvel intervenant devra préalablement être présenté à l'acheteur pour approbation.

11.2.3 Remplacement des intervenants

Dans le cas où une personne physique nommément désignée n'est plus en mesure d'accomplir sa tâche, le titulaire doit en informer sans délai l'acheteur. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire doit communiquer à l'acheteur dans les 24 heures suivants cette notification le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 24 heures à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 24 heures pour proposer un autre remplaçant.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations. Il est précisé que le remplacement d'un membre de l'équipe ne doit pas entraîner de retard dans l'exécution des prestations.

11.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations à produire sont fixés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières pour les prestations à prix forfaitaires.

Le dispositif de la partie forfaitaire devra être opérationnel pour une installation au Salon International de l'Agriculture 2025, qui aura lieu du 22 février au 2 mars, Porte de Versailles à Paris. Ce dispositif pourra ne pas être la solution définitive, mais devra alors répondre aux exigences minimales décrites à l'article VIII du Cahier des Clauses Techniques Particulières. Dans tous les cas, la solution définitive du dispositif devra être mise à disposition au plus tard pour le 14 mars 2025.

Pour les prestations à prix unitaires, les délais d'exécution sont ceux fixés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, ou à défaut dans le bon de commande notifié au titulaire. Le point de départ du délai d'exécution des prestations court à compter de la notification du bon de commande ou, si cela y est expressément indiqué, à compter de la date figurant dans le bon de commande.

11.4 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Chaque bon de commande, avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de l'état liquidatif) ;
- les coordonnées du bénéficiaire (SIRET, ...) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de douze heures à compter de la réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

11.4.1 Demande de prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision.

11.4.2 Arrêt de l'exécution des prestations

L'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations, dans les conditions prévues à l'article 22 du CCAG-PI. Il notifie alors sa décision au titulaire, et selon un préavis d'un mois. Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et entraîne la résiliation de l'accord-cadre. Le paiement est effectué au prorata des prestations exécutées.

11.5 Obligations du titulaire

11.5.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

11.5.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

11.5.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations et les documents auxquels il a accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations et documents ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties de l'accord-cadre.

11.5.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'accès des préposés des titulaires aux locaux de l'acheteur est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à l'acheteur.

11.5.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

11.5.6 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

11.6 Clauses de réexamen

Selon l'évolution des besoins, le présent accord-cadre est susceptible de faire l'objet d'adaptations en cours d'exécution, tant en termes d'étendue des prestations à réaliser que de modalités d'exécution.

Un avenant pourra notamment être conclu par les parties dans tous les cas pour lesquels l'établissement d'un avenant est prévu au CCAG-PI.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, il pourra être fait application des dispositions de l'article 25 du CCAG-PI portant sur la clause de réexamen, avec conclusion d'un avenant.

11.7 Clause sociale –formation sous statut scolaire au bénéfice d'élèves à besoins spécifiques

L'objectif est de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion par la réalisation d'une action participant à la formation de publics rencontrant des difficultés scolaires, et donc sociales ou professionnelles particulières.

Pour réaliser cette action obligatoire, le titulaire du présent accord-cadre a présenté dans son offre une action de formation sous statut scolaire, selon les formes requises (à savoir la « fiche entreprise » remplie). Après notification de l'accord-cadre, cette fiche est adaptée aux capacités de l'élève proposé par le référent de l'Éducation nationale. Il est donc demandé au titulaire de faire preuve de bienveillance et de souplesse, pour que le stage proposé par l'entreprise soit le plus adapté.

Si l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer l'acheteur au terme de la période ferme de l'accord-cadre.

En cas d'inexécution du nombre d'heures de clause sociale de formation sous statut scolaire ne relevant pas de sa responsabilité, le titulaire ne pourra pas se voir appliquer de pénalité pour ce motif.

11.8 Clause environnementale

Le marché public comprend un critère environnemental comme critère d'attribution de l'accord-cadre.

Le candidat expose dans son offre les mesures prises dans un objectif de développement durable pour l'exécution des prestations.

L'acheteur est en droit de demander, en cours d'exécution de l'accord-cadre, les justificatifs correspondants au titulaire.

11.9 Pilotage des prestations

Après la notification du marché public, l'acheteur organise une réunion de lancement dans ses locaux avec le titulaire de l'accord-cadre.

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire définies dans le CCTP du présent accord-cadre.

11.10 Constatation de l'exécution des prestations et admission

11.10.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification se déroulent conformément aux dispositions du CCAG-PI.

11.10.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG-PI, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

11.11 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG-PI.

La garantie prévue au CCAG-PI s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

12. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles se cumulent entre elles. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Toutes les pénalités ci-après sont exprimées en € H.T.

12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations.

Ces pénalités s'appliquent tant aux prestations forfaitaires qu'aux prestations commandées par bons de commande. Elles sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ;

R = le nombre de jours de retard.

12.2 Pénalités pour absence du titulaire à une réunion

En cas d'absence du titulaire à la réunion de lancement ou à l'une des réunions prévues à l'article V.B. du Cahier des Clauses Techniques Particulières, une pénalité de 800 € est applicable.

12.3 Pénalités relatives aux droits de propriété intellectuelle

Le titulaire encourt une pénalité de 1000 € pour toute action contrevenant aux obligations à l'article 8 «

Régime des droits de propriété intellectuelle » du présent CCAP.

En cas d'omission répétée, de conflit grave et avéré, de non-respect répété de ces obligations, l'accord-cadre pourra être résilié.

12.4 Pénalités liées à la clause de formation sous statut scolaire

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale relative à l'action de formation sous statut scolaire prévue à l'article 11.7 du présent CCAP les pénalités suivantes :

- 500 € si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- 50 € si, après demande de l'acheteur, le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé ;
- Une pénalité égale au nombre d'heures de formation prévues par l'accord-cadre et non réalisées, multiplié par 40.

12.5 Pénalités liées à la clause environnementale

En cas de non transmission des justificatifs demandés par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre, une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée à compter de la réception de la mise en demeure restée infructueuse.

En cas de retard de transmission des justificatifs dans le délai précisé par l'acheteur dans sa demande, une pénalité de 10 € par jour de retard sera appliquée à compter de la réception de la mise en demeure restée infructueuse.

12.6 Plafonnement et seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 50 % du montant total de l'accord-cadre.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

13. REGIME FINANCIER

13.1 Forme et contenu des prix

Le présent accord cadre s'exécute en partie à prix forfaitaires, et en partie à prix unitaires au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Les prix figurent dans la décomposition du prix global et forfaitaire et dans le bordereau des prix unitaires annexés à l'acte d'engagement.

En cours d'exécution du présent accord-cadre, les prix des fournitures peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sur l'initiative du titulaire et sans que l'accord-cadre ne nécessite un avenant pour modifier les prix concernés. Le titulaire adresse le tarif promotionnel à l'acheteur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et lui donnant toutes les précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés. Ce tarif est annexé à l'accord-cadre et constitue une pièce justificative. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre annexés à l'acte d'engagement sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-PI (article 35.2.1 et suivants du CCAG-PI) ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire. Aucun supplément ne pourra être réclamé à l'acheteur.

13.2 Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0, correspondant au mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

13.2.1 Partie à prix forfaitaires

Les prix forfaitaires sont fermes sur la durée de l'accord-cadre, reconductions incluses.

13.2.2 Partie à prix unitaires

Pour la partie à prix unitaires, les prix sont fermes pour la première année à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Ils sont révisés par l'application aux prix unitaires de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P = P0 (0,50 + 0,50 \times S/S0)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P0 = prix d'origine

S = valeur de l'indice INSEE - Indice annuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008 (Identifiant 001565178) à la date de la révision ;

S0 = valeur de l'indice INSEE - Indice annuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008 (Identifiant 001565178) au mois M0.

L'indice INSEE est consultable à l'adresse URL suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565178>

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de disparition d'un indice de référence, il est pris en compte l'indice de remplacement proposé par l'INSEE et utilisé la méthodologie proposée par l'INSEE pour assurer le cas échéant le lien entre l'ancien et le nouvel indice.

13.2.3 Modalités de révision des prix

Les prix unitaires sont révisés chaque année à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la

formule décrite ci-dessus.

Le titulaire adresse à l'acheteur (Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche), au plus tard deux mois avant l'échéance de la période en cours, une proposition de révision des prix par tout moyen permettant de donner une date certaine. Il donne toutes précisions utiles justifiant les nouveaux tarifs.

L'acheteur dispose de quinze jours pour agréer ou refuser la proposition du titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux tarifs.

En l'absence de demande d'application de la clause de révision de prix dans les conditions prévues ci-avant, aucune révision ne sera appliquée. Les prix de la période en cours continueront d'être appliqués pour la période de reconduction.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de révision, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul. Il joint à sa demande de révision le bordereau de prix unitaires révisé.

Les prix ainsi révisés n'ont pas à être constatés par avenant.

Les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et sont fermes pour toute la durée de la commande concernée.

13.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

13.4 Modalités financières

13.4.1 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée selon les dispositions de l'article R.2191-22 du Code de la commande publique.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le paiement du solde intervient après l'admission des prestations concernées.

13.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Le comptable assignataire compétent est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) rattaché au ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt.

13.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

13.5 Modalités de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

La demande de paiement du dernier acompte est traitée conformément aux dispositions des articles R. 2192-10 et suivants du Code de la commande publique.

13.5.1 Mentions obligatoires

Conformément à l'annexe B de l'arrêté du 5 mai 2021 portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'État, l'état liquidatif pour le paiement d'un acompte doit mettre en évidence les éléments suivants :

a) Le cas échéant, le montant de l'avance versée ;

Pour chacun des éléments suivants, il fait apparaître, le montant des prestations totales réalisées, le détail cumulé des situations antérieures et le détail de l'acompte :

b) Le montant HT en prix de base des travaux effectués ou prestations réalisées dans le cadre de l'accord-cadre initial et des avenants ;

- c) Le cas échéant, l'actualisation/révision des prix (cf. état liquidatif établi conformément à l'annexe C de l'arrêté cité ci-dessus) ;
 - d) Le cas échéant, le montant des primes et, s'il y a lieu, actualisation/révision (cf. annexe C) ;
 - e) La TVA sur la somme des éléments susmentionnés : $b + c + d$;
 - f) Le montant des travaux effectués ou des prestations réalisées TTC ($b + c + d + e$) ;
- Il fait également apparaître, le cas échéant, les déductions à opérer :
- g) La retenue de garantie sur travaux effectués ou prestations réalisées TTC hors variation de prix ;
 - h) La résorption de l'avance ;
 - i) Le total à déduire ($g + h$) ;
 - j) La somme globale restant due ($f - i$) ;
 - k) La somme due au(x) sous-traitant(s) ;
 - l) La somme revenant au titulaire ($j - k$) (sous réserve d'application des pénalités) ;
 - m) Les pénalités de retard applicables au titulaire ;
 - n) La somme à verser au titulaire ($l - m$).

L'état liquidatif comporte également le code du service exécutant : FAC9410075.

Lorsque ces informations sont portées par l'outil (et donc intégrées dans Chorus) et sont accessibles au comptable, la production des pièces justificatives n'est plus requise.

Si les mentions ne sont pas présentes dans Chorus, elles peuvent être présentées sur tout type de document (procès-verbal, certificat administratif, factures, plan d'acomptage...).

Les postes b) à f) peuvent en outre être justifiés par des états annexes comportant les éléments de calcul ayant permis d'en fixer le montant.

Seules, les sommes dues au sous-traitant ayant droit au paiement direct doivent figurer dans la rubrique k).

Ces postes sont également justifiés, pour les intervenants ayant droit au paiement direct, par des états annexes comportant la nature des différentes prestations exécutées, leur montant total hors taxe, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, le montant des variations de prix hors taxes et TTC. Les sommes cumulées versées au sous-traitant, hors impact éventuel de la variation de prix, ne doivent pas excéder le montant maximum prévu à l'acte spécial de sous-traitance, qui ne prend pas en compte cette même variation de prix.

En cas de délégation de paiement au sous-traitant de second rang, l'indication de la somme à verser au sous-traitant de premier rang et de la somme à verser au sous-traitant de second rang, compte tenu de la délégation.

13.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

13.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

13.5.4 Transmission de l'état liquidatif

La transmission de l'état liquidatif s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des états liquidatifs :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses états liquidatifs sur le portail ;
- saisir directement ses états liquidatifs.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de l'état liquidatif s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de l'état liquidatif, le suivi du traitement de l'état liquidatif, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Échange de données informatisées)

Envoyer ses états liquidatifs par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de l'état liquidatif adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des états liquidatifs, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Lors du dépôt de son état liquidatif dans chorus-pro, le titulaire doit saisir les renseignements suivants :

- SIRET État : 110 002 011 00044 (sur le portail Chorus-Pro, sélectionner "État")
- Adresse du comptable payeur : code du service exécutant FAC9410075
- N° de l'engagement juridique pour les prestations forfaitaires : numéro à 10 chiffres mentionné en pied de page de l'acte d'engagement
- N° de l'engagement juridique pour les prestations exécutées par bons de commande : numéro à 10 chiffres mentionné en haut du bon de commande

Le numéro d'engagement vous sera notifié dans le formulaire Noti 5.

Quel que soit le mode de transmission, une copie des états liquidatifs sera également envoyée par mail à l'adresse suivante : bcom.dat.dger@agriculture.gouv.fr

13.6 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état trimestriel de la consommation ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **85** % de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

14. DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou messagerie électronique) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique. Le ou les adresses électroniques auxquelles les

décisions ou informations devront être notifiées au titulaire sont indiquées dès la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

14.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

14.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

À défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG-PI.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du Code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

14.4 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations. Il s'engage, sur toute demande faite par l'acheteur ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité, dans un délai de quinze (15) jours.

14.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiés à l'acheteur. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail. Ces documents sont transmis par le titulaire, et le cas échéant par ses sous-traitants, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, complète une fois par an le questionnaire portant sur l'égalité professionnelle mis à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://e-attestations.com>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi

que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

14.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-PI (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

14.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-PI.

15. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

15.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de l'accord-cadre à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun

retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire de l'accord-cadre initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

À ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

15.2 Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension. Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-PI relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution de l'accord-cadre et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

15.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG-PI.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

15.4 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG-PI, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

15.5 Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-PI relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

15.6 Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique. Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. À défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

15.7 Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées à l'article 43.2 du CCAG-PI et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

15.8 Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Échanges dématérialisés »).

15.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations. En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

Le médiateur des entreprises peut être saisi en ligne sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateurdesentreprises>

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris.

15.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent accord-cadre est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution de l'accord-cadre.

Les tribunaux judiciaires compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

16. DEROGATIONS AU CCAG

Objet de la dérogation	Article du présent CCAP	Article du CCAG-PI auquel il est dérogé
Documents contractuels	7	4.1
Remplacement des intervenants	11.2.3	3.4.3
Émission et exécution d'un bon de commande	11.4	3.7.2
Pénalités de retard	12.1	14.1.1
Plafonnement et seuil des pénalités	12.6	14.1.2